



# INRA- IRSTEA : Où en est-on réellement ?

**Lettre ouverte des élus CGT au Conseil  
d'Administration de l'INRA à l'attention de  
Philippe Mauguin, PDG de l'INRA**

Janvier 2019

CGT-INRA – RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr) - <https://inra.ferc-cgt.org/>

Vendredi 14 décembre 2018, le Conseil d'administration de l'Inra s'est réuni au Centre-siège, sous la présidence de Philippe Mauguin. Ce même 14 Décembre, en plein mouvement des gilets jaunes et suite aux annonces d'E. Macron, la CGT appelait les salariés de toute la France à la grève pour exiger entre autres l'augmentation immédiate et effective du Smic, celle du point d'indice fonction publique, et le rétablissement de l'ISF.

Grévistes, les élus CGT-INRA, comme la représentante CGT des salariés de l'agro-alimentaire, ont donc décidé de ne pas siéger à cette séance du CA INRA. Le communiqué diffusé ensuite par la Présidence de l'INRA aux agents passe cependant sous silence cette absence de représentants CGT, laissant ainsi entendre que nous avons participé avec les représentants du personnel CFDT et SUD aux débats et aux votes intervenus, ce qui n'est pas le cas. Nous entendons donc rétablir les faits, et réagir aux propos du PDG.

Ce Conseil d'Administration avait en particulier à son ordre du jour le processus de fusion INRA- IRSTEA actuellement mené au pas de charge par la Direction Générale, et ce point constitue l'essentiel du communiqué du PDG aux agents. Ce communiqué évoque « *la validation du rapport d'étape par les deux ministres de tutelles* ».

**Validé, le rapport sur la fusion INRA-IRSTEA ??** Tous les documents en notre possession (communiqués des ministres, articles de presse) indiquent simplement que les Ministres ont acté la remise de ce rapport le 17 Octobre et décidé de débloquent 4 millions d'euros pour la convergence des systèmes informatiques INRA et IRSTEA.

Mais, indépendamment de ce qu'on peut en penser, ce rapport contient des questions brûlantes concernant le financement, questions soulevées, par conséquent, par les PDGs eux-mêmes, et ces questions n'ont, à notre connaissance, pas fait l'objet de « validation » par les ministres, qui ne sont pas d'ailleurs pas les seuls à devoir donner leur avis.

Et ces questions restent incontournables :

- **Quelle réponse ministérielle sur les crédits nécessaires pour la mise à niveau des soutiens de base largement inférieurs à l'IRSTEA par rapport à l'INRA ? Le budget 2019 ne prévoit aucune amélioration de la subvention d'Etat IRSTEA (comme INRA) sur ce plan.**
- **Quelle réponse ministérielle sur le financement de la réfection du bâtiment IRSTEA de Montpellier détruit par une tempête de neige, et dont le coût de 7 M€ est jugé par les PDGs comme pouvant mettre en péril l'équilibre financier de l'organisme qui serait unifié ?**
- **Quelle réponse ministérielle sur les subventions qui seraient nécessaires pour un alignement par le haut et non par le bas, de toutes les garanties sociales, en particulier celles concernant le système indemnitaire (Rifseep et primes des agents du ministère de l'agriculture sans commune mesure avec les nôtres), comme le maintien de tous les emplois et tous les sites ?**

**Réponses ? Aucune.**

**Les ministres n'ont pas, à ce jour, « validé » de tels financements !**

D'autant plus important à relever quand on sait que les économies budgétaires exigées dans la fonction publique ont toutes les chances d'être encore plus importantes dans les mois à venir...

## **Indépendamment des intentions affichées par les PDGs, l'absence de garanties formelles sur ces points ne pourrait conduire qu'à une fusion au rabais sur le plan scientifique comme sur celui des droits des personnels.**

Nous rappelons aussi que **la fusion n'a été actée dans aucune des instances ministérielles incontournables : CTMESR- CNESER- CCHSCT Ministériel !** Contrairement à ce que voudraient nous faire croire les deux directions générales, **ce projet de fusion est donc toujours au stade projet.**

Ce contexte n'empêche pas les PDGS de tenter de mettre en place, dans la précipitation, à coup de « Préfigurateurs » de toutes sortes et de petits groupes de travail « d'experts », les structures qui pourraient être issues de la fusion.

### **Quel autre but à cette précipitation que de vouloir mettre les personnels devant le fait accompli ?**

Les personnels de toutes catégories ont été totalement marginalisés et méprisés dans ce processus. La majorité des agents de l'INRA comme de l'IRSTEA sont dans l'ignorance même des structures dans lesquelles ils pourraient se retrouver, jusqu'au nom des départements prévus, et encore moins des moyens supplémentaires qui seraient mis en place à leur niveau. L'inquiétude grandit chez les personnels d'appui, et les GU en particulier, de se retrouver dans des structures mutualisées, inquiétude renforcée par les vœux de P. Mauguin indiquant que chacun devrait se positionner dans le nouvel organigramme. Et ce n'est pas le recours à un cabinet privé de consultants pour « l'accompagnement au changement » des personnels qui changera l'angoisse ainsi ressentie.

Nous dénonçons l'absence totale d'écoute des personnels, qui ont demandé à plusieurs reprises un moratoire dans les différentes instances, instances transformées en séances d'information sur des décisions déjà prises : **Information n'est pas négociation.**

Nous avons d'ailleurs appris que les représentants du personnel au CCHST de l'IRSTEA ont démissionné collectivement pour protester contre ce déficit de négociations et d'écoute des personnels et ont redemandé un moratoire sur ce qu'ils ont qualifié « d'absorption de l'IRSTEA par l'INRA »\*\*. De même, au Conseil d'Administration de l'IRSTEA du 12 décembre, tous les représentants du personnel ont quitté la séance pour dénoncer l'absence des financements qu'exigerait une telle fusion.

## **En conclusion, les élus CGT au Conseil d'Administration réitèrent leur demande de moratoire de ce processus de fusion**

*\*\*A noter : sur la base des ordonnances Macron-Vidal, le projet « Université Gustave Eiffel » lance la fusion au 1<sup>er</sup> janvier 2020 de l'IFSTTAR (Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux, un EPST comme l'INRA, le CNRS ou l'IRSTEA) avec l'université Paris-est Marne-la-Vallée, et avec quatre écoles dans un nouvel établissement, « Université-Cible », dont la structure n'est pas définie ! Avec la disparition de l'IRSTEA, cela ferait donc deux EPST qui disparaîtraient du paysage, en attendant le tour de l'IRD (cf. rapport demandé par E. Philippe) et celui de l'EPIC CIRAD. La disparition des EPST, établissements publics nationaux à caractère scientifique et technologique, ne serait-ce pas là aussi, ce que cherche le gouvernement ?*



**Renforcez un syndicat de luttes :  
Adhérez à la CGT !**

**Syndicat National CGT-INRA**

RN 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole Tél : 01.39.53.56.56

Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr) Sites : <https://inra.ferc-cgt.org/>